besoin, c'est rien de moins qu'une formation-développement telle que présentée dans cet ouvrage.

Les auteurs de ce captivant volume évoquent la notion d'éligibilité territoriale à la formation enrichie d'une réflexion sur le développement économique. Ils font prendre en compte le fait que, dans les zones rurales dévitalisées, où l'on a perdu ses illusions envers un éventuel apport de l'extérieur, le porteur de projet s'avère la seule ressource sur laquelle il est possible de miser en matière de développement économique. Mais ce dernier, comme mes petits pêcheurs de Belle Anse, a besoin d'acquérir des compétences, des méthodes, une ouverture d'esprit, des capacités d'autonomie et d'initiative pour mener à bien son projet. La formation-développement doit se faire au rythme du territoire en fonction des compétences mobilisables et de la motivation du milieu. Or, tous ceux qui se frottent aux différents milieux ruraux, où que ce soit, admettront que cette motivation est, plus souvent qu'autrement, bel et bien présente.

Mais, comme au Québec on aime bien tout ce qui se rapporte à des initiatives partenariales, plusieurs lecteurs d'O&T liront avec grand intérêt la section intitulée : *Réussir un projet « coopératif »*. En reconnaissant que la gestion d'un projet de territoire est complexe, les auteurs identifient les parties prenantes appelées à se joindre les coudes. Ce sont les élus locaux, les administrations, les entreprises et les associations. Avec les élus locaux, on comprendra la pertinence de mentionner les risques de parodie démocratique, de confiscation du pouvoir, de surenchère politique irresponsable, du blocage dû aux dérives claniques. Personnellement, j'ai tout vu ça durant l'été 2007 dans un village de la Haute-Gatineau, à mi-chemin entre Montréal et Val-d'Or... Oui, on ne peut qu'être d'accord avec le constat que le développement local « coopératif » n'est pas un long fleuve tranquille. Un pilotage s'impose. Ici, on parle de *pilotage tactique* assuré par un leader charismatique et expérimenté et de *pilotage stratégique* entre les mains d'un groupe disposant de valeurs, de savoirs et de pouvoir. Ainsi, avec des hommes et des femmes qui s'engagent pour leur territoire, on en arrive à développer une culture de projets. Oui, c'est le fameux *learning by doing* (on apprend de ses erreurs; ne pas craindre d'en faire).

Comme on le voit, c'est bien d'une démarche participative dont il est abondamment question ici, un peu à

l'image des pactes ruraux, cette épine dorsale de notre politique nationale de la ruralité. Car il s'agit de définir une politique de développement sur la base d'un *diagnostic partagé* avec les acteurs du territoire eux-mêmes. En parcourant ce guide sans sauter une seule page étant donné son intérêt et sa pertinence, on a envie de dire : merci chers cousins! Et que cet ouvrage se retrouve sur la table de travail de tous les agents de développement de nos CLD et autres SADC. ■

Notes

- ¹ 7 rue du Plat, 69002 Lyon. Prix 16,90 euros TTC.
- ² Rencontre une première fois, à Paris en 1986, alors qu'elle travaillait pour l'Agence nationale pour le développement local et des pays. Deux ans plus tard, elle et son groupe ont pu rencontrer par mon entremise des acteurs locaux de Victoriaville, de La Tuque et de Montréal.
- ³ Je sympathise avec les musulmans qui ne peuvent en profiter...
- ⁴ Appelé encore récemment : Saltrou...

**Denis Bourque, Yvan Comeau,
Louis Favreau, Lucie Fréchette (sous la
dir. de), *L'organisation communautaire :
fondements, approches et champs de pratique*,
Québec, Presse de l'Université du Québec,
2007, 534 p.**

Tout comme pour l'ouvrage précédent, le lien avec le monde rural et cet imposant ouvrage se fait aisément. Les lecteurs de ma génération se souviennent des célèbres Opérations Dignité I, II et III qui ont marqué le début des années 1970 dans le Bas-Saint-Laurent et du foisonnement d'initiatives communautaires qui a suivi, le tout bien souvent en réaction à des stratégies mises de l'avant par le Bureau d'aménagement de l'est du Québec (BAEQ). On ne manque d'ailleurs pas d'y faire allusion ici et là dans cette œuvre collective due à des auteurs dont la réputation n'est plus à faire dans ce que l'on désignait autrefois comme étant le développement communautaire. Pour donner une idée de l'ampleur de la tâche que se sont assignée nos collègues Bourque, Comeau, Favreau et Fréchette, il suffit de se rapporter aux 55 pages que compte la bibliographie ou encore au 7 pages décrivant les acronymes utilisés. En avant-propos, on signale que ce volume se destine avant tout aux étudiants en travail social

en se voulant une mise à jour la plus complète possible de l'ouvrage publié en 1991 par le prolifique Louis Favreau de l'UQO, conjointement avec son collègue Laval Doucet de l'Université Laval. Il me semble opportun d'ajouter à ce public cible tous les praticiens du développement local et social en poste dans les CLD, SADC et autres CLSC et, enfin, tous ceux qui ont à se frotter d'une façon ou d'une autre à des processus de participation citoyenne comme le veut la gouvernance rurale.

L'ouvrage se partage en six parties allant des origines, contours et fondements de l'organisation communautaire (OC) à une conclusion générale (6^e partie), en passant par les approches stratégiques en OC (2^e partie) suivies des principaux champs de pratique (3^e partie), pour ensuite traiter des nouvelles dimensions de l'OC (4^e partie) et, enfin, de l'OC dans les pays du Sud (5^e partie). Dans les années 1980, nos amis Français saisissaient mal notre concept de développement communautaire. C'était au temps où l'Union européenne était connue sous l'appellation de Communauté européenne. Le mot communautaire avait alors une toute autre connotation. De notre côté de l'Atlantique, on avait pris l'habitude de simplement transposer en français d'ici le concept de *community development* mis en œuvre dans les ghettos américains de villes comme Détroit, Chicago ou New York. C'est pourquoi, dans la présentation de la 3^e partie, on parle de « communauté géographique » qui correspond à la notion de « community » très en vogue dans les écrits anglo-saxons sur l'OC. On mentionne que ce type de « communauté » comprend plusieurs volets : une dimension géographique et démographique (un **territoire** délimité physiquement et psychologiquement); une dimension psychosociale ou socioculturelle (sentiment d'appartenance à un lieu donné); et une dimension institutionnelle dotée d'un réseau d'organisations visant la participation de la population en vue d'améliorer ses conditions de vie. On aura compris que l'OC dont il est ici question vise avant tout la défense d'intérêts communs.

En mettant l'accent sur le « social », sans toutefois négliger « l'économique » (on ne peut bien faire l'un OU l'autre sans l'un ET l'autre), l'OC s'associe facilement à toute démarche de développement local. On évoque donc ici une nouvelle stratégie qui s'appuie sur : 1) une approche intégrée, à la fois économique et sociale; 2) une intervention fortement **territorialisée**;

3) une approche multipartenaire faisant appel aux secteurs public, privé et associatif; 4) la multiactivité à la faveur d'initiatives favorisant le renforcement des capacités (*empowerment*); 5) une démarche partenariale liant les principaux acteurs par des ententes en bonne et due forme; 6) des ressources humaines et financières combinant la solidarité sociale à la vente de biens et services. Ces prémisses dues à Louis Favreau de l'UQO et à notre Gerald Larose national (entre autres choses, vice-président du Réseau international de promotion de l'économie sociale et solidaire) donnent une bonne idée du sujet traité tout au long de l'ouvrage. Il revient à Lucie Fréchette de l'UQO de traiter de façon détaillée du concept d'*empowerment*. On se rapporte ici à l'objectif d'accroître le pouvoir d'agir des personnes, des groupes et des collectivités. Un encadré donne l'exemple d'une initiative d'entraide alimentaire et de participation collective en milieu rural. Il s'agit de la cuisine collective *Tabliers en folie* (joli!) de Richmond en Estrie. Ce regroupement d'une douzaine de petites cuisines collectives s'implique avec d'autres organisations du milieu (femmes, jeunes, bénévoles, etc.) et participe à des tables de concertation locales et régionales. Toujours en milieu rural, l'auteure donne l'exemple cette fois de *L'initiative* de Saint-Rémi en Montérégie qui s'adresse à un bassin d'environ 500 enfants de 0 à 4 ans en leur fournissant une joujouthèque à leur mesure. Comme on en trouve dans plusieurs chapitres du volume, un intéressant tableau présente une typologie des approches évoquées.

Pour sa part, Yvan Comeau, de l'Université Laval, s'est réservé la lourde et incontournable tâche de souligner le principal défi que doit affronter l'OC. Il s'agit, à ses yeux, de la mise en œuvre d'une approche multidimensionnelle et **territoriale** de l'insertion pour se conformer aux préceptes du développement économique communautaire tels que définis déjà par L. Favreau et B. Lévesque. L'auteur ne manque pas de signaler que le territoire offre un cadre circonscrit et identitaire pour l'insertion (des exclus du marché du travail) en favorisant une approche à la fois concrète et globale. À son tour, il se réfère à un exemple en milieu rural, soit celui du *Centre d'initiative pour l'emploi* de Parisville dans Lotbinière (que j'ai moi-même visité en 2001).

C'est à Sébastien Savard de l'UQAC que l'on doit un important et fort pertinent chapitre sur les conflits de

valeurs et l'OC à partir d'une recherche effectuée auprès de 82 organisateurs et organisatrices communautaires. Comme on le devine, dans une définition forgée en vue de bien saisir ce dont il s'agit, il est question d'éthique. Et l'auteur, en rendant à César ce qui lui revient, évoque les écrits d'Henri Lamoureux qui s'est inquiété des dérives de l'engagement social provoquées par les dictats du néolibéralisme et de l'économisme sur le mode de fonctionnement des organismes communautaires. Or, s'il est une valeur au-dessus de toutes les autres, à en juger par celle que privilégient les organisateurs communautaires, c'est la **démocratie**. Viendrait ensuite (d'après un groupe de discussion) le respect, l'autonomie, la solidarité et la justice sociale. Dans un chapitre sur les partenariats et le développement des communautés, Denis Bourque de l'UQO traite des facteurs de succès et d'échec du partenariat. Parmi les premiers, on s'en doutait, se retrouvent l'écoute, le respect de l'autre, la transparence et la capacité de se remettre en question, alors que l'inverse caractérise les facteurs d'échec.

Ayant eu à rédiger cette recension peu de temps après un séjour en Haïti comme conseiller-volontaire du SACO (Service d'assistance canadienne aux organis-

mes), en collaboration avec le CECI, l'EUM et la Fondation Paul-Gérin Lajoie, la partie traitant de l'OC dans les pays du Sud m'a particulièrement intéressé. De nombreux exemples accompagnent les propos des trois auteurs du chapitre 23, dont le Forum *Brasileiro de Economia Solidaria* qui m'est familier. Dommage que l'on ait omis le *Rede do Terceiro Setor*, responsable d'un grand rassemblement annuel d'organismes communautaires œuvrant en développement local. Dans une conclusion générale, que j'estime trop courte pour en avoir fait une 6^e partie, les quatre responsables de l'ouvrage considèrent que les nouvelles pratiques sociales se distinguent des pratiques antérieures par une approche multipartenariale, **territorialisée**, combinant l'« économique » et le « social » tout en privilégiant des interventions marquées par la multi-activité. Nous devons leur savoir gré de nous avoir offert un ouvrage de fort belle présentation sur un type d'organisations qui trouvent leur place au sein de nos territoires. ■

André Joyal

Université du Québec à Trois-Rivières